

- 2° les dispositions réglementaires en matière de subventionnement des structures agréées;
- 3° les interventions dans le financement de l'achat, de la construction ou des travaux de rénovation, ainsi que dans l'équipement et l'appareillage de ces structures;
- 4° l'étude du fonctionnement de ces structures.

CHAPITRE IV. — Le Comité consultatif « programmation et conditions d'agrément »

Art. 10. La compétence du Comité consultatif « programmation et conditions d'agrément » porte sur toutes les questions qui concernant :

- 1° la programmation des structures;
- 2° les conditions d'agrément des structures;
- 3° les règles relatives à l'introduction et à l'instruction des demandes d'agrément, ainsi que les modalités selon lesquelles l'agrément peut être octroyé, prolongé, refusé, suspendu ou révoqué;
- 4° l'octroi d'autorisations et d'agréments à ces structures, ainsi que la prolongation, le refus, la suspension ou la révocation de ces agréments;
- 5° le fonctionnement et la composition du conseil de surveillance des structures dont les administrateurs ou des membres du personnel gèrent des fonds ou des biens des personnes handicapées;
- 6° les conditions, les modalités et l'octroi d'allocations spéciales de fonctionnement aux structures organisant des projets qui ne font pas l'objet d'une programmation ou pour lesquels il n'existe pas de critères ou des modalités de subventionnement;
- 7° la coopération avec les services et les organismes publics compétents pour l'enseignement et l'emploi, en vue de la coordination ou, éventuellement, de l'intégration de structures pour handicapés.

CHAPITRE VI. — Le Comité consultatif « enregistrements et l'évaluation »

Art. 11. La compétence du Comité consultatif « enregistrements et évaluation » porte sur toutes les questions concernant :

- 1° le mode d'introduction de la demande d'enregistrement;
- 2° les règles relatives à la composition et au fonctionnement des commissions d'évaluation;
- 3° l'harmonisation mutuelle des commissions d'évaluation au niveau du traitement des demandes et de l'élaboration des protocoles individuels d'intégration;
- 4° la procédure à engager pour la prise en charge par le Fonds, ainsi que la procédure pour la révision de cette prise en charge;
- 5° les règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission professionnelle;
- 6° les règles relatives à l'agrément et à l'agrément même des instances chargées de la rédaction du rapport multidisciplinaire.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 12. Tout conflit de compétence entre les Comités consultatifs est réglé par le Conseil de gestion du Fonds flamand.

Art. 13. Par dérogation à l'article 2, la première période de mandat du président et des membres des Comités consultatifs expire le 31 décembre 1994.

Art. 14. Le présent article produit ses effets le 1^{er} janvier 1992.

Art. 15. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 janvier 1992.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Pour le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille, absent :
Le Ministre communautaire de la Santé publique et des Affaires bruxelloises,

H. WECKX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

[S-C — 29530]

F. 92 — 2654

31 JUILLET 1992

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant la composition et le fonctionnement du Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 portant création de l'Agence et du Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida pour la Communauté française, notamment les articles 14 et 15;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif, chargé du Budget, donné le 4 mai 1992;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 23 mars 1992;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé et vu la délibération de l'Exécutif du 27 juillet 1992,

Arrête :

Article 1er. Le Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida est composé de 15 membres outre les membres visés à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 2. Le Comité scientifique est composé de 9 personnalités choisies en raison de leur compétence, notamment dans les domaines de la Santé publique, de l'Education pour la santé, de la Recherche en matière de prévention, des Maladies infectieuses, de la Toxicomanie ou de la Communication.

Art. 3. Le Comité éthique est composé de 6 personnalités choisies en raison de leur compétence, notamment dans les domaines de la Philosophie, de la Psychologie, de la Psychopédagogie, de l'Information ou du Droit.

Art. 4. Sont membres de plein droit du Comité éthique et du Comité scientifique :

1. deux représentants du Ministre de la Santé;
2. le Directeur général de la Santé.

Art. 5. Le Comité éthique et le Comité scientifique se réunissent en assemblée plénière ou séparément au moins une fois tous les deux mois.

Art. 6. Le Comité éthique et le Comité scientifique ont l'obligation de communiquer leur avis dans les deux mois de la demande qui leur est adressée par l'Exécutif ou le Conseil de la Communauté française, si ces derniers invoquent l'urgence.

Art. 7. Il est alloué respectivement aux présidents, aux vice-présidents et aux membres du Comité scientifique et du Comité éthique un jeton de présence de 500, 400 et 350 francs par séance à laquelle ils assistent.

Art. 8. Les membres du Comité scientifique et du Comité éthique ont droit au remboursement de leurs frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion des comités, dans les conditions suivantes :

- ceux qui utilisent les transports en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels, étant ceux de première classe lorsque le moyen de transport utilisé compte plusieurs classes;
- ceux qui utilisent leur voiture personnelle ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tableau annexé à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours,

L'indemnité pour frais de parcours est fixée par jour de présence constaté au registre tenu à cet effet.

Art. 9. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 janvier 1987 portant création d'une cellule permanente pour la prévention du « Syndrome d'Immuno-déficience Acquise » (SIDA), modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 20 juillet 1988;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 janvier 1987 portant nomination des membres de la cellule permanente pour la prévention du Syndrome d'Immuno-déficience Acquise (SIDA) et la fixation des indemnités pour frais de parcours alloués à ses membres.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1992.

Bruxelles, le 31 juillet 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre-Président de l'Exécutif, chargé du Budget,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 92 — 2654

[S-C — 29530]

31 JULI 1992

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de samenstelling en de werking van de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake AIDS-preventie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende oprichting van het Bureau en van de Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aids-preventie voor de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 14 en 15;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met de Begroting, gegeven op 4 mei 1992;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 23 maart 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 27 juli 1992 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De Raad voor Wetenschap en Ethiek inzake Aidspreventie bestaat uit 15 leden naast de in artikel 4 van dit besluit bedoelde leden.

Art. 2. Het Comité voor Wetenschap bestaat uit 9 personaliteiten gekozen omwille van hun bevoegdheid, inzonderheid op het vlak van Openbare Gezondheid, Gezondheidsopvoeding, Versing inzake Preventie, Besmettelijke Ziekten, Toxicomanie of Overzetting.

Art. 3. Het Comité voor Ethiek bestaat uit 6 personaliteiten gekozen omwille van hun bevoegdheid, inzonderheid inzake Filosofie, Psychologie, Psychopedagogie, Informatie of Rechten.

Art. 4. Zijn van rechtswege leden van het Comité voor Ethiek en het Comité voor Wetenschap :

1. twee vertegenwoordigers van de Minister van Gezondheid,

2. de directeur-generaal van de Gezondheidsdienst.

Art. 5. Het Comité voor Ethiek en het Comité voor Wetenschap vergaderen voltallig of afzonderlijk ten minste één maal om de twee maanden.

Art. 6. Het Comité voor Ethiek en het Comité voor Wetenschap zijn verplicht hun advies te laten kennen binnen de twee maanden die volgen op de aanvraag die hen door de Executieve of door de Raad van de Franse Gemeenschap werd toegestuurd indien zij de dringende noodzakelijkheid inroepen.

Art. 7. Er wordt respectievelijk aan de voorzitters, de ondervoorzitters en de leden van het Comité voor Wetenschap en het Comité voor Ethiek een zitpenning toegekend van 500, 400 en 350 frank per zitting waarop zij aanwezig zijn.

Art. 8. De leden van het Comité voor Wetenschap en het Comité voor Ethiek kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten van hun woning tot de plaats van vergadering van de comités, onder de volgende voorwaarden :

— zij die het openbaar vervoer gebruiken, worden terugbetaald op basis van de officiële tarieven, zijnde die van eerste klasse wanneer het gebruikte vervoermiddel uit verschillende klassen bestaat;

— zij die hun eigen wagen gebruiken hebben recht op een kilometervergoeding, vastgesteld overeenkomstig de tabel in bijlage bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De vergoeding voor reiskosten wordt uitgekeerd per dag aanwezigheid die in het daartoe bijgehouden register wordt opgenomen.

Art. 9. Worden ingetrokken :

1^o het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 januari 1987 houdende oprichting van een permanente cel voor de preventie van het « Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom » (AIDS), gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 20 juli 1988;

2^o het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 januari 1987 houdende benoeming van de leden van de permanente cel voor de preventie van het « Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom » (AIDS) en vaststelling van de vergoedingen voor reiskosten toegekend aan haar leden.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1992.

Brussel, 31 juli 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met de Begroting,

B. ANSELME

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 92 — 2855

[S — 33104]

21. AUGUST 1991. — Erlaß zur Festlegung der Selbstkostenbeteiligung der Eltern an den Betreuungskosten durch Tagesmütter sowie zu den Berechnungsmodalitäten dieser Selbstkostenbeteiligung

Der Vorsitzende, Gemeinschaftsminister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli und 18. Juli 1990;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1988 zur Schaffung eines Kinderhilfsfonds, zur Übernahme gewisser Personalmitglieder des Nationalen Kinderhilfswerks sowie zur Regelung der Beherbergung von Kindern unter sieben Jahren, abgeändert am 7. Mai 1990;